



Pas de Calais

CDEN du Mercredi 9 Novembre 2016

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Madame la Vice-Présidente, Mesdames, Messieurs les membres du CDEN. Je souhaite tout d'abord une bonne année scolaire 2016/2017 pour nos élèves, nos collègues et notre institution car elle sera certainement tout sauf sereine. Les élections présidentielles et législatives de 2017 marquent déjà quotidiennement l'espace politique, et bien entendu l'école est aspirée par cette tempête parfois dans un verre d'eau.

Notre école est malgré elle parfois instrumentalisée.

Aujourd'hui, j'ai presque envie de dire, malheureusement notre école est historiquement liée à la République, à la Nation. L'Ecole touche toutes les familles, et chaque citoyen a son avis sur la question éducative. Un avis fait d'images d'Epinal, d'un passé vécu et transcendé, de mythes qui n'ont jamais existés. Demander un avis à certains experts dits éclairés c'est un peu comme offrir un stéthoscope à un médecin légiste.

Pour l'UNSA Education, oui, notre Ecole est liée à la République, et nous en sommes fiers. Et c'est à ce titre que nous devons dépassionner les débats, et donner sérénité et continuité à toute cette politique prise depuis 2012.

La Refondation de l'Ecole a été positive pour l'Ecole et ses membres.

Et cette année nous entrons véritablement dans la dernière année d'un cycle lourd, profond et dense. Notre institution a souvent une image conservatrice, et l'on élargit cette image à la fonction publique, et pourtant elle a passé ces dernières années à intégrer des changements, et des réformes.

Il manque peut-être une épreuve au concours de recrutement des personnels, celle d'adaptation aux réformes qu'ils vont vivre lors des 40 prochaines années. J'ai bien dit vivre et non subir car le principal acteur de cette réforme reste celui qui est chargé de la faire vivre, de l'appliquer. Si la Refondation a été globalement positive, elle a montré les limites de notre système comme sur les rythmes scolaires, ou la réforme du collège.

Nous ne sommes pas Mesdames et Messieurs au temps de la cérémonie des vœux mais réellement nous souhaiterions, mieux, nous revendiquons que l'école devienne aussi bienveillante envers ses personnels. Le PPCR, Parcours Professionnel, Carrières et Rémunérations y concourt mais il est bien encore éloigné des relations qui doivent s'établir entre les personnels et leur hiérarchie par exemple. Les négociations menées dans le cadre des RIFSEPP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel) au plan académique ou les propositions faites aux personnels de direction au plan national démontrent encore dernièrement que le dialogue social s'il est parfois souhaité partout, il est régulièrement insuffisant.

Cette rentrée, outre l'ambiance anxiogène et sécuritaire, a vu la mise en place de la réforme du collège. A la suite d'une année précédente où l'UNSA Education a dénoncé l'insuffisante formation, et en particulier pour notre académie, nous mettons en pratique une réforme qui a pour but de donner plus de moyens au collège et une plus large place au travail en équipe.

Ces objectifs nous les soutenons.

Mais la mise en place des nouveaux programmes simultanément sur tous les niveaux et sur la même année ne facilite pas l'appropriation d'une réforme qui a besoin de temps.

Et que dire du Livret Scolaire Unique Numérique pas encore opérationnel, sans application de transfert avec les logiciels existants !

En l'occurrence, un dessin vaut mieux qu'un long discours, laissez-moi vous distribuer la carte mentale du LSUN (*dernière page*). Ce schéma représente pour nous un des pans de notre école où comme vous le voyez, ce n'est pas toujours l'élève qui est au centre du système comme le rappelait une ancienne Loi d'orientation de l'école.

Ce schéma inquiète, et nous semble être à l'image de l'impréparation de notre ministère face à ce nouvel outil.

De notre côté, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, nous continuerons à travailler pour l'élève, et non pour entretenir un système, ou une logorrhée. Cette attention concernera notamment les élèves en enseignement adapté, qui comme souvent chez nous, ne sont pas ceux qui bénéficient du plus d'égard. Mais nous y reviendrons lors du CTSD de la semaine prochaine.

Ce jour, nous souhaitons terminer cette déclaration sur un triptyque qui traitera de la mixité, de la pauvreté et de la Laïcité.

Grâce à une étude de la DEPP (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance) nous savons qu'en 2015, 10% des collèges en France scolarisent moins de 14,6% d'élèves d'origine sociale défavorisée et un autre 10% des collèges plus de 62,7% des élèves d'origine sociale défavorisée. Dans le même temps, ni la seine-saint-denis, ni la vendée, ne sont la France.

Et pourtant, après l'académie de Paris, l'académie de Lille est celle où il y a le plus grand écart sociologique entre collèges publics et privés. Dès lors l'école de la République s'octroie deux nations scolaires. Une pour les riches et une pour les pauvres, comment apprendre à vivre ensemble lorsque l'on ne scolarise pas ensemble ?

Pour l'UNSA Education, l'école privée est l'ennemi de la mixité. Attachée à notre devise « Fonds publics, école publique, Fonds privés, école privée », nous continuerons à demander l'abrogation des lois Carle et Debré.

Nous continuerons en ne tombant pas dans le piège de ceux qui instrumentalisent cette école au profit du communautarisme, et de la haine, à travailler à une école qui émancipe, qui travaille à la liberté de conscience, qui arbore la raison, la science et l'humanisme.

C'est ici notre combat.

L'égalité des droits plus que des chances, au profit de tous. Les fonds sociaux en France sont passés de 73 millions en 2001 à 32 millions en 2012.

Où sont les pétitions qui s'indignent ? Où sont les tribunes des intellectuels engagés et soi-disant défenseurs de la méritocratie républicaine ?

Peut-être que leurs enfants, comme les nôtres réussissent à l'école et que pour eux le problème n'est pas là.

La grande pauvreté est une des causes de la difficulté scolaire que nous avons à traiter. Les enquêtes PISA les unes après les autres le prouvent. Pour 54% de nos élèves le système fonctionne très bien, mais les autres ? et qui sont-ils ? Ce diagnostic nous le trouvons dans le rapport de Jean Paul Delahaye, Inspecteur Général, que l'UNSA Education du Pas de Calais recevra cette année.

Comme nous l'avons régulièrement porté au sein de cette instance, notre école est politique car elle a un sens. L'UNSA-Education défend les intérêts matériels et moraux des collègues mais elle porte aussi le projet d'une école républicaine et fraternelle. Espérons que ce projet ne s'abîme pas au cours de cette année.

